



BANQUE CENTRALE DU CONGO

NOTE D'INFORMATION HEBDOMADAIRE

Numéro 8.4/2021, semaine du 23 au 27 août 2021

CONJONCTURE ECONOMIQUE EN BREF

Résumé

Au 27 août courant, la conjoncture économique, aussi bien à l'échelle mondiale que nationale, reste marquée par une accalmie depuis le second semestre 2020, et ce, en dépit de la persistance de la pandémie de Covid-19.

Au plan international, après la contraction enregistrée l'année dernière, la croissance de l'économie mondiale est attendue en 2021, sous les effets conjugués de l'assouplissement des mesures de restriction, l'accélération de la campagne de vaccination contre la covid-19 ainsi que les mesures de soutien monétaire et budgétaire. Cependant, cette reprise serait inégale en raison notamment de l'accès au vaccin et les marges budgétaires limitées dans certaines économies, principalement en développement.

Au plan interne, un rebond de l'activité est également attendu en 2021 à la faveur de la coordination des politiques macroéconomiques et d'une bonne tenue des cours mondiaux de principaux produits d'exportation (cuivre, Cobalt).

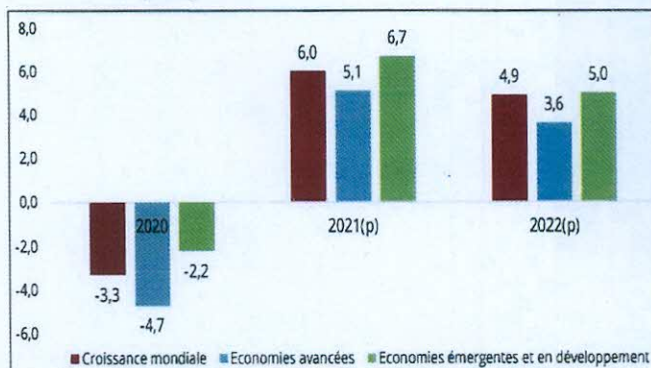
Cette reprise reste, cependant, exposée à certains risques qui peuvent compromettre la stabilité macroéconomique actuelle. Il s'agit principalement de la résurgence d'une quatrième vague de Covid-19, les difficultés d'accès au vaccin, ainsi que le risque d'une inflation importée à la suite de la hausse continue des cours du baril de pétrole.

Dans ce contexte, la coordination des actions de la politique budgétaire et de la politique monétaire demeure indispensable pour consolider davantage la stabilité macroéconomique.

I. Contexte International

- D'après les perspectives de l'économie mondiale du FMI, la croissance mondiale devrait s'établir à 6,0% en 2021 contre une contraction de 3,3% en 2020.

Graphique 1. Evolution de la croissance économique mondiale (en %)



- Parmi les moteurs de la croissance, la Banque mondiale note qu'à la suite de restrictions des mouvements de personnes générées par la Covid-19, il s'est développé des services à distance dont la demande devrait connaître une

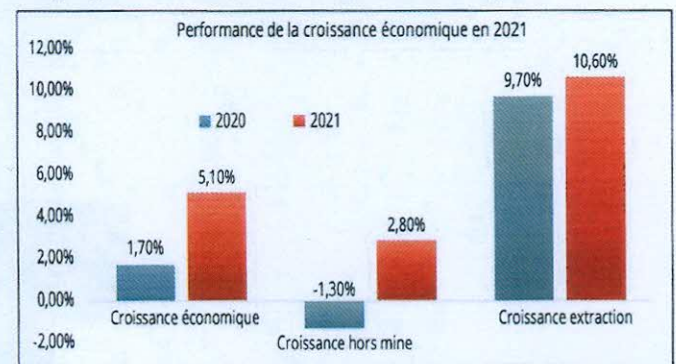
croissance fulgurante eu égard à la persistance de la pandémie. Dans ce contexte, les économies, principalement africaines, sont encouragées à investir davantage dans l'accès au numérique pour favoriser leur transformation et garantir une croissance forte et inclusive.

II. Contexte Intérieur

2.1. Secteur réel

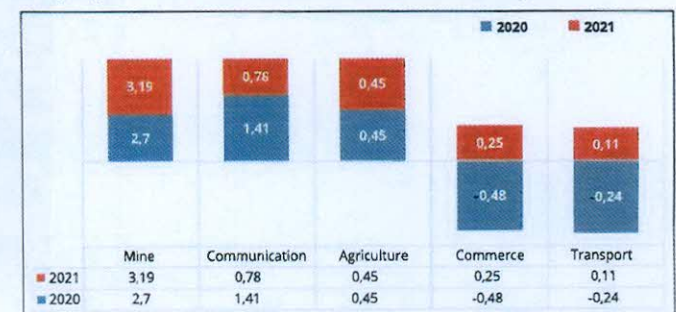
- Les estimations sur base des réalisations de la production à fin mars 2021 renseignent une croissance de 5,1% en 2021 contre 1,7% en 2020.

Graphique 2. Evolution de la croissance économique



- L'analyse sectorielle révèle que l'activité économique demeure dominée par le secteur minier très extraverti, attesté par une contribution à la croissance de 3,19 points de pourcentage.
- En excluant le secteur extractif, la croissance serait de 2,8% en 2021 contre une récession en 2020 (-1,3%). Ce faible niveau de croissance hors mines appelle des réformes structurelles importantes pour diversifier le tissu économique et pour développer le capital humain.

Graphique 3. Contribution à la croissance économique



- Les prix intérieurs demeurent globalement stables, à la faveur notamment du respect du pacte de stabilité et de la bonne maîtrise des agrégats monétaires par la BCC. Depuis le début de l'année, il s'observe un ralentissement continu du rythme de formation des prix.

MIAM

Tableau 1. Comportement de l'inflation

	2021				
	Juillet		Août		
	5 ^{ème} sem.	1 ^{ère} sem.	2 ^{ème} sem.	3 ^{ème} sem.	4 ^{ème} sem.
Hebdomadaire	0,09 %	0,07 %	0,05 %	0,09 %	0,09 %
Mensuel	0,42 %	-	-	-	0,31 %
En cumul annuel	2,76 %	2,84 %	2,89 %	2,98 %	3,08 %
En annualisé	4,83 %	4,81 %	4,74 %	4,74 %	4,75 %
En glissement annuel	6,42 %	6,09 %	6,05 %	5,81 %	5,15 %

Source : BCC

- En rythmes mensuel et annuel, le taux d'inflation s'est établi à 0,31 % et 3,08 % au 27 août 2021 contre 1,25 % et 13,61 % respectivement à la période correspondante de 2020. A politique inchangée, les prix devraient progresser de 4,75 % à fin 2021 contre une réalisation de 15,76 % en 2020.

2.2. Opérations financières de l'Etat

- Bonne tenue des finances publiques, traduite par la réalisation des soldes excédentaires, reflétant notamment des efforts soutenus de recouvrement de recettes.

2.3. Secteur extérieur

- Le marché des changes demeure relativement stable sur les segments officiel et parallèle, aussi bien à Kinshasa que dans les provinces.
- Au cours de la période sous revue, il y a une appréciation de 0,07 % du taux de change indicatif et une dépréciation de 0,18 % du taux de change parallèle.

Graphique 4. Variation hebdomadaire du taux de change (en %)

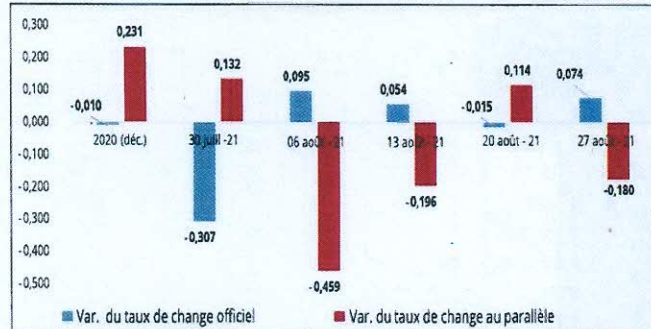


Tableau 2. Evolution du taux de change nominal

	Taux officiel	Taux parallèle
2020 (déc.)	1978,81	2025,00
30-juil-21	1994,68	2024,00
06-août-21	1992,79	2033,33
13-août-21	1991,71	2037,33
20-août-21	1992,00	2035,00
27-août-21	1990,52	2038,67

Source : BCC

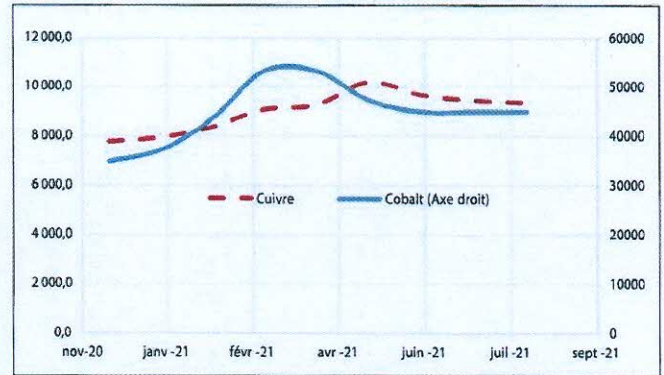
- Forte accumulation des réserves internationales dont le niveau s'est établi à 1.785,4 millions au 27 août 2021, soit 7 semaines et 2 jours d'importations des biens et services.

Graphique 5. Evolution des réserves internationales



- Les prix des principales matières premières intéressant les exportations congolaises (cuivre et cobalt) sont globalement restés stables.

Graphique 6. Comportement de prix du cuivre et du cobalt



III. Risques et Recommandations

3.1. Facteurs de risque

Bien que stable, l'économie congolaise demeure exposée aux risques d'ordre externe et interne, à savoir :

- Au plan externe :
 - La fragilité de la reprise de l'activité économique mondiale actuelle, étant donné les successions de vague de contamination à la Covid-19, malgré les progrès réalisés au niveau de la vaccination.
- Au plan interne :
 - L'accroissement éventuel des dépenses au-delà des projections, dans un contexte de gestion sur base caisse;
 - Une accélération potentielle du rythme de formation des prix générée par l'impact de la hausse récente des prix des produits pétroliers.

3.2. Recommandations

Maintien de la coordination des actions de politique économique menées au niveau de la politique budgétaire et de la politique monétaire, et mise en œuvre des réformes du programme FEC.

- Pour le Gouvernement :
 - La mise en œuvre des réformes retenues dans le cadre du programme avec le FMI ;
 - La prise en compte de la dimension «dédollarisation de l'économie nationale» dans les différentes opérations financières de l'Etat ;
 - La mise en application continue du pacte de stabilité ;
 - La mise en œuvre des réformes sectorielles indispensables, notamment dans le domaine de la production agroalimentaire, en vue d'en augmenter l'offre.
- Pour la Banque Centrale :
 - Le maintien du verrou central du dispositif mis en place dans le cadre du pacte de stabilité, portant exécution sur base caisse des dépenses publiques ;
 - La surveillance des fluctuations de la liquidité et la préservation de l'équilibre entre l'offre et la demande de liquidité bancaire par des réponses adéquates de la politique monétaire. ■

MBA